

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

HEBDO EXCLUSIVEMENT SUR INTERNET

N° 551 18 DECEMBRE 2007

Tocqueville Magazine est catholique. Il s'intéresse à tous les problèmes de société, mais en priorité aux problèmes économiques, favorisant les libertés économiques, qui sont le meilleur moyen de faire "pousser le blé". Il est mis à jour (presque) chaque mardi à 0 heures.

Reproduction: Les textes et articles de TOCQUEVILLE MAGAZINE peuvent être reproduits librement avec indication de la provenance.

BENOIT XVI :

Les premiers mots de sa deuxième encyclique sont : « Spe salvi factis sumus », ce qui se traduit par « Dans l'espérance, nous avons tous été sauvés ». Cette phrase vient d'une lettre de Saint Paul aux Romains. Toute la suite de l'encyclique est un hymne à l'Espérance chrétienne.

LES TEXTES DE TOCQUEVILLE MAGAZINE PEUVENT ETRE REPRODUITS LIBREMENT

EDITO

LA COUR DE CASSATION S'ATTAQUE AUX ENTREPRISES

Le fin fond du ridicule dans le système socialiste n'est jamais atteint. La Cour de Cassation par un arrêt récent vient à nouveau de matraquer les entreprises. L'on sait qu'un grand nombre d'obstacles à la gestion des entreprises réside dans le code du travail et dans l'appréciation des effectifs des entreprises. Ces effectifs conduisent à définir le nombre de personnes siégeant au comité d'entreprise ainsi que le nombre de représentants syndicaux.

Or la Cour de Cassation dans un arrêt rendu en février dernier à annulé les élections d'un comité d'établissement de PSA parce que les effectifs pris en compte pour le vote n'incluaient pas tous les travailleurs mis à disposition, c'est-à-dire, en particulier, les travailleurs mis à disposition par les entreprises de travail temporaire.

Grâce à cet arrêt, la CGT a obtenu fin novembre gain de cause devant le tribunal d'instance de Puteaux. Juste avant l'élection des représentants du personnel de la direction informatique et de télécommunications d'EDF-GDF, les juges ont décidé d'inclure dans les effectifs de cette direction les salariés des prestataires de services que celle-ci utilisait.

Toutes les entreprises de services informatiques du pays ont donc été tenues de transmettre la liste de leurs salariés envoyés en mission au sein de la direction pour une durée minimum de trois mois afin qu'ils puissent voter comme ceux d'EDF. Quelques jours plus tôt, c'était le tribunal d'instance de Toulouse qui, sur la même base, avait cette fois annulé les élections chez Airbus Toulouse.

Les conséquences sont immenses sous l'angle des désordres introduits dans les entreprises : en quoi un travailleur temporaire peut-il s'intéresser aux élections syndicales de l'entreprise où il a fait un court séjour ? Il s'ajoute les des coûts : les entreprises sont tenues par exemple de payer le voyage et les nuits d'hôtel des délégués lorsque la réunion se tient en dehors de leur lieu de travail.

Dans les structures plus légères les décisions seront encore plus difficiles à obtenir et des petites entreprises risquent de passer le seuil fatidique des 50 salariés au-delà duquel elles sont matraquées par une foule d'obligations diverses.

M.P.

DU NEUF ET DU DEJA VU

L'APPROPRIATION DES AFFAIRES ETRANGERES

L'appropriation par les hommes de l'État, ceux que je dénomme les « Hifis », des Affaires Etrangères de leur pays pour leurs fins propres se pratique couramment dans les présumées grandes démocraties. C'est ainsi que pour être élu, M. Sarkozy a dit qu'il s'occuperait de libérer Mme Betancourt. L'on peut se demander en quoi cette colombienne femme politique qui ambitionne de devenir président de la Colombie et est allée se jeter dans la gueule du loup intéresse la diplomatie française.

Le candidat président a pris cet engagement, car il pensait que c'était électoralement porteur.

Aujourd'hui, la diplomatie française est fort embarrassée par ce problème. Effet, le Premier ministre entreprend tout un voyage en Amérique du Sud pour convaincre les pays sud-américains de soutenir la libération de Mme Betancourt !

Il est vrai que ce Premier ministre a l'excuse de ne pas être très occupé dans une France qui pourtant est en faillite.

M.P.

COURRIER DES LECTEURS

(Nous publions des lettres telles qu'elles nous parviennent ; il est rare que nous les commentions, même quand nous ne partageons pas les points de vue exprimés. A chacun de juger)

LES NOUVEAUX IMPOTS

« Vous nous avez parlé souvent des nouveaux impôts. Je viens de m'apercevoir que les plus-values sur vente de titres qui devaient supporter 27 % seront taxées en 2008 de 29% ! »

Signé D.C.

NDLR : Notre lecteur a raison. Nous avons enquêté. Simplement, ce n'est pas encore voté mais c'est inscrit dans le projet de loi de finances rectificative. Etant donné l'affolement du pouvoir, qui recherche des sous partout, il est probable que ce sera voté.

CITATION

LE DESORDRE GOUVERNEMENTAL

Madame Rama Yade est secrétaire d'État aux droits de l'homme. La question se pose : pourquoi la France a-t-elle besoin d'un tel secrétaire d'État ?

À propos de la visite de Kadhafi, elle vient de déclarer : « Notre pays n'est pas un paillason sur lequel un dirigeant terroriste ou non, peut venir s'essuyer les pieds de ses forfaits »

Cette dame fait toujours partie du gouvernement. Ce qui montre le désordre absolu de l'État.

Un Phare dans la Nuit.



TOCQUEVILLE MAGAZINE

LE FLASH

LUNDI 17 DECEMBRE 2007

IL NE FAUT PAS REFORMER L'ETAT

Le pouvoir continue sans se lasser sa trajectoire de trapéziste en perpétuelle représentation. Voici que ce pouvoir vient de présenter 97 mesures visant à réduire les dépenses publiques.

C'est une liste impressionnante de prétendues révolutions bureaucratiques comme la simplification du permis de conduire et de la délivrance de passeport, la carte d'identité et la carte grise délivrées en mairie et non plus en préfecture, avec en prime un gros morceau comme le déménagement du ministère de la défense.

Le même jour, il a bien été précisé qu'il ne s'agissait pas de diminuer le nombre de fonctionnaires, qui revient à renoncer ainsi par avance à l'une des seules mesures pouvant changer profondément l'état de la nation.

Ainsi que nous l'avons déjà dit, il ne faut pas réformer l'État car l'État obèse est irréformable.

Le point de départ est le nombre des ministres, sous-ministres et sous-sous-ministres, les fonctions étant taillées pour faire plaisir aux uns et aux autres, c'est-à-dire clairement les favoriser et les enrichir. Une nouvelle perspective se présente : la nomination de ministres « missionnaires », c'est-à-dire attachés à une mission temporaire ; si la presse n'avait pas rapporté cette nouvelle invention, personne n'aurait pu l'imaginer. Ce sera une autre manière d'enrichir des camarades en inondant d'un peu plus de désordre la machinerie étatique qui ressemble aux machineries ridicules inventées naguère par le dessinateur Dubout.

L'inflation du nombre de conseillers dans les cabinets ministériels est torrentielle. Les effectifs ont augmenté dramatiquement depuis 1958. On comptait à l'époque 100 conseillers au total et, fin 2006, il y en avait 652 sous le gouvernement Villepin ; mais il fallait ajouter les conseillers officieux c'est-à-dire 15 à 25 % de plus selon les ministères et le gouvernement Villepin aurait employé finalement jusqu'à 750 conseillers. Le nombre actuel, malgré des protestations officielles, participe avec allégresse à cette inflation.

La conséquence est que le gouvernement n'est plus en mesure de superviser quoi que ce soit, malgré une augmentation exponentielle des réunions interministérielles qui sont passées d'un millier par an au milieu des années 90 à plus de 1600 en 2006.

La réforme de l'Etat obèse est impossible pour plusieurs raisons.

L'enchevêtrement des services et l'impossibilité de les comprendre sont tels que personne n'est capable de démêler intelligemment l'écheveau.

Si quelqu'un pouvait le faire, il se heurterait tout aussitôt à la défense des intérêts. Le maréchal Gallieni qui fut ministre de la guerre en 1917 se désolait de ce que les bureaux ne pensaient pas faire la guerre aux Allemands mais qu'ils pensaient uniquement à faire la guerre entre eux. Dans le cas particulier d'aujourd'hui, la guerre entre les bureaux est encore plus vigoureuse puisque les ministres et tout leur entourage s'enrichissent d'une façon étonnante de l'obésité de l'Etat. Chacun défend son pré carré pour défendre en même temps sa carrière.

La bataille peut se déclencher pour des motifs parfaitement minables : ces jours-ci, la presse relate que Xavier Bertrand, ministre du travail, et Christine Lagarde, ministre des finances avec, chacun, leur entourage rangé en ordre de bataille consacrent beaucoup de temps à s'approprier la paternité du texte de la future loi sur le pouvoir d'achat qui, en lui-même, est un vrai néant par rapport à ses objectifs prétendus.

Bien entendu, parmi les acteurs de ces guerres, il faut ajouter les puissances syndicales embusquées chaque fois partout, avec l'objectif majeur de nuire en veillant à ce que rien ne change. La personne qui viendrait à bout de la guerre entre les bureaux ministériels et les organisations adjacentes n'est pas encore née.

À supposer que l'on puisse y arriver, cela prendrait un temps considérable pendant lequel la faillite de la France risque d'être prononcée plusieurs fois. Voir à ce sujet la décentralisation, qui n'est pas faite, qui ne sera peut-être jamais faite, et qui, en attendant, ruine le pays en aggravant d'une façon dramatique les dépenses.

La vraie formule n'est pas de réformer l'Etat mais de tailler dans ses multiples tâches.

Il faut supprimer complètement des tâches publiques, car une simple diminution laisse subsister la racine des dépenses. La vraie rupture implique de supprimer des tâches complètes : plus de bureaux, plus de circulaires, plus de contentieux, plus de

parlottes, plus de fonctionnaires, un « plan de dégageement des cadres » respectant leurs intérêts légitimes.

C'est ce qu'il fallait faire pendant les trois premiers mois de la prise du pouvoir avec simultanément un plan de rigueur pour le sommet de l'État, ce plan de rigueur comprenant la diminution des salaires et du train de vie scandaleux des plus hauts échelons. La conséquence aurait été de pouvoir supprimer quelques impôts en commençant par les plus meurtriers.

Les fonctionnaires l'auraient accepté sans problème si on leur avait montré que c'est le seul moyen de continuer à les payer et de faire une cagnotte leur permettant de partir dans des conditions honorables.

Pour faire admettre le premier paquet, il faudrait commencer par les tâches les plus insipides, les plus inutiles et rendre au public aussitôt les impôts correspondants. Nous tenons la liste de ces tâches à la disposition du pouvoir.

Michel de PONCINS

Pour vous inscrire, inscrire un ami ou vous désinscrire, nouvelle adresse :

micheldeponcins@orange.fr

Attention, rayer de vos carnets d'adresse l'ancienne adresse

(micheldeponcins@easyconnect.fr)

REVUE DE PRESSE

KADHAFI

Chacun ayant ses défauts et ses qualités, il y a une qualité que l'on ne peut pas refuser au pouvoir en vigueur, c'est la capacité d'encaisser les insolences et les injures sans broncher.

Kadhafi, lors de son séjour abusif à Paris, a littéralement abreuvé la France d'insolences et même d'injures que nous ne rappellerons pas car la presse en a fait largement écho.

L'une de ses insolences est d'avoir bouché la circulation à Paris en voulant faire une promenade en bateau mouche, ce qui a condamné pendant plusieurs heures, pour raisons de sécurité, l'usage de plusieurs ponts à Paris.

C'est l'occasion d'ailleurs de signaler l'insolence des hommes politiques en général et même des plus prétentieux. Quand un hôte étranger vient à Paris, il ne se gêne pas pour boucher la circulation par ses déplacements et c'est une atteinte grave aux droits de l'homme dont l'un des principaux est le droit de circuler à sa guise.

Si un gouvernement de droite finissait par arriver, il devrait réfléchir à ce problème et trouver des solutions respectueuses de la liberté des citoyens français.

LES FAUSSES IDEES

Encore une fausse idée citée par la presse et que voici : soi-disant pour augmenter le pouvoir d'achat, il est proposé de freiner la hausse des loyers. Il est évident que cela ne donne pas de richesse supplémentaire aux Français ; simplement cela transfère de l'argent des propriétaires aux locataires ceci dans l'esprit de la lutte des classes, les locataires étant supposés supérieurs aux propriétaires. Le pire est qu'en ressuscitant en quelque sorte la loi de 1948 cette nouvelle disposition va nuire à la fois aux propriétaires et aux locataires comme l'avait fait pendant si longtemps la défunte loi 1948.

LES BREVES

LES NOUVEAUX IMPOTS

Les nouveaux impôts ou les aggravations d'impôts anciens continuent à se multiplier. C'est ainsi que les députés viennent d'adopter une nouvelle taxe sur les paris hippiques dans le cadre du collectif budgétaire. Les 250 communes et groupements de communes disposant d'un hippodrome toucheront 0,1 % du montant des paris des courses organisées sur leur territoire et bien entendu cet impôt sera enlevé des gains des parieurs.

Ce tout petit impôt est appelé à de l'avenir, car il est un principe absolu de la République Fromagère : un petit impôt deviendra grand.

LA CREATION D'UN SMIC EN ALLEMAGNE

La coalition d'Angela Merkel a décidé d'instaurer un salaire minimum pour les services postaux. De ce fait la poste nationalisée est amené à revoir de fond en comble son plan de développement.

Les industriels allemands qui sont sensibles à la raison et à l'exemple de la France affichent leur inquiétude. Le président de la fédération nationale des industries allemandes a prédit que, si le SMIC se généralisait, 5 millions d'emplois seraient en danger.

Le fait est que, tout aussi désinformée qu'en France, l'opinion allemande est assez favorable à ces perspectives de SMIC.

Pour la France, c'est en fait une bonne nouvelle puisqu'elle se trouve en concurrence avec l'Allemagne sur beaucoup de marchés et que cela ne peut qu'affaiblir la compétitivité de l'Allemagne.

DOCUMENTS

« LA CORÉE N'EST PLUS UN PAYS ÉMERGENT »

11 décembre 2007

Ce n'est pas nous qui le disons, mais un intéressant rapport de la Banque Natexis, repris par Le Monde sous ce titre. Nous avons déjà souligné en septembre, dans un article de conjoncture, que les pays en développement « faisaient la course en tête » : partout, la croissance dans ce qu'on appelait il y a peu le « tiers-monde » est plus rapide que dans les pays développés. Mais il y a encore des pays en développement, d'autres qui sont largement émergents, comme la Chine et l'Inde, et enfin d'autres, comme la Corée, qui ne sont même plus émergents : ils ont rejoint les pays développés. On peut donc, en quelques décennies, passer d'une situation à l'autre, à condition de faire le choix de la liberté.

Un PNB par habitant supérieur à la moyenne européenne

La Corée du sud est donc, selon ce rapport, le premier pays de l'ex-tiers-monde à avoir rejoint le club des pays développés. Elle fait d'ailleurs déjà partie de l'OCDE depuis 1996. Dans le dernier rapport de l'ONU, le revenu national brut par habitant, en parité de pouvoir d'achat, est de 21 850 dollars, soit légèrement au dessus de la moyenne européenne. Difficile de parler encore dans ces conditions d'un pays en développement ou même d'un pays émergent.

Nous aurons la charité de taire ce que disaient certains experts il y a dix ans, au moment de la crise financière asiatique, quand la Corée devait emprunter au FMI : le pays était condamné, le capitalisme, notamment financier, l'avait tué, la Corée allait retomber dans les profondeurs. Dix ans plus tard, la croissance est supérieure à 5% par an, le chômage est tombé à 3,2% de la population active et l'inflation est sous contrôle, avec 2,2% de hausse des prix.

La Corée du sud est désormais la onzième puissance économique du monde, devançant bien des pays occidentaux ou des pays nettement plus peuplés. Le pays est à la pointe de la technologie et Le Monde en donne quelques exemples. Combien d'entre nous achètent un Samsung comme téléviseur écran plat ou comme téléphone portable ? Les Coréens ont la télévision sur leur écran GPS et de nombreux logements ont des penderies qui aident à choisir les vêtements selon la météo ou des réfrigérateurs qui indiquent les produits qui manquent. Les entreprises coréennes rachètent les entreprises occidentales, comme la firme de construction navale STX qui vient de racheter son concurrent norvégien Aker Yards.

Le libre-échange

Que s'est-il passé ? Tout d'abord, une ouverture de plus en plus grande sur l'extérieur, qui tranche avec la frilosité d'autres régions comme l'Afrique : c'est grâce aux échanges internationaux que la Corée s'est développée, alors qu'elle n'avait aucun avantage particulier en ressources naturelles ; elle a fait valoir ses qualités humaines. Elle a bénéficié de l'ouverture rendue possible par le GATT, puis l'OMC. Désormais, elle négocie des accords complets de libre-échange avec les Etats-Unis, demain avec l'Union européenne.

Elle a commencé par des produits peu sophistiqués en faisant valoir un avantage dans le coût de la main d'oeuvre. Aujourd'hui, c'est de l'histoire ancienne et elle abandonne les produits bas de gamme (et les délocalise) pour monter dans l'échelle. C'est désormais possible car elle est le quatrième déposant de brevets au monde (150 000), devançant même l'Allemagne. La preuve est faite : c'est le libre commerce qui est la meilleure aide au développement.

Cela se fait-il au détriment de la rémunération ? On imagine chez nous des gens travaillant pour des salaires de misère et sans protection sociale. La réalité est très différente. Au fur et à mesure du développement, les salaires ont progressé, car les salaires ne dépendent pas du politique (ou des grèves), mais de la productivité. Le salaire horaire d'un ouvrier est de 7 à 8 dollars l'heure, plus qu'au Portugal. Un ouvrier gagne au moins 1000 dollars par mois. Cela n'empêche pas la Corée d'être bien mieux placée que la France en termes de compétitivité.

L'investissement en capital humain

Mais il y a un autre facteur majeur du développement, c'est l'éducation, dont on voit bien ici qu'il s'agit d'un véritable investissement en capital humain, comme disaient FRIEDMAN et BECKER. C'est l'un des pays du monde dépensant le plus en éducation. L'université de Séoul ressemble à une université américaine et non française. Pourtant, les dépenses publiques d'éducation sont seulement dans la moyenne des pays développés. La différence vient des financements privés et aussi des familles « qui n'hésitent pas à investir massivement dans l'éducation des enfants ». Beaucoup envoient d'ailleurs leurs enfants aux USA, où les étudiants coréens constituent le deuxième groupe d'étudiants étrangers.

Autre point fort expliquant ce boom économique, la faiblesse des prélèvements obligatoires, qui représentent à peine 27% du PIB (45% en France) : la faiblesse des impôts entretient l'incitation à entreprendre et à travailler ou investir. La dette publique a été fortement réduite et la dette au FMI remboursée dès 2001. Les dépenses publiques sont sous contrôle. En conséquence le secteur privé est en plein boom, et la Corée devient le premier investisseur en Chine.

Comment finalement la Corée a-t-elle fait pour connaître un progrès si rapide? Essentiellement grâce à un cadre institutionnel approprié.

Le contraste avec la Corée du Nord est saisissant : même peuple, même langue, même situation géographique. La misère en Corée du Nord, avec des ouvriers payés 50 dollars par

mois, un niveau de vie occidental au sud. Seules les institutions ont fait la différence : propriété publique contre propriété privée, planification contre liberté économique, impossibilité pour chacun de s'exprimer contre libre créativité, refus du contrat contre généralisation du libre contrat, fermeture totale du pays contre libre-échange. Et l'investissement en capital humain a fait le reste, mais là aussi c'est la liberté qui a joué, avec le libre choix des parents. Une nouvelle fois, les indices de liberté économique sont sans appel : la liberté, c'est la prospérité ; le tout-Etat, c'est la misère.

Au fond, le fait que la Corée ne soit plus un pays émergent, c'est non seulement un exemple, mais un espoir pour les plus pauvres : seule la liberté peut faire ce genre de miracle. D'ailleurs avant la Corée n'y avait-il pas eu le « miracle japonais » ? Avec moins de 500 dollars par tête en 1960, le Japon était classé parmi les pays « sous-développés », comme on disait alors !

ZIMBABWE : LE SOCIALISME REPARÉ LES INJUSTICES DE LA COLONISATION !

LibRes, 14 décembre 2007

Le Zimbabwe fait reparler de lui. Il avait déjà failli entraîner l'annulation du sommet entre l'Europe et l'Afrique qui s'était tenu les 8 et 9 décembre à Lisbonne. Le président Robert MUGABE avait voulu imposer sa présence, alors qu'on lui avait « conseillé » d'envoyer un ministre. Un certain nombre de pays africains avaient appuyé sa démarche, alors que d'autres (comme le Sénégal) tentaient une médiation pour éviter la présence de cet hôte encombrant. En effet, le dictateur est normalement interdit de séjour sur le sol européen, à cause des violations systématiques des droits de l'homme dans son pays.

La cohérence aurait voulu qu'on confirmât cette interdiction, qui a une portée générale et ne devrait pas souffrir d'exceptions, ou qu'on annulât la rencontre, comme cela avait déjà été le cas il y a quelques années. Mais la France, le Portugal et l'Allemagne ont préféré céder aux représentants africains les plus extrémistes, ceux qui soutiennent MUGABE. (Description du dit MUGABE dans Le Monde, décidément très en verve : « Héros de l'indépendance et champion africain de la lutte contre le néocolonialisme, Robert MUGABE reste une figure très populaire sur le continent ! »). Résultat : le premier ministre britannique, qui, lui, est resté cohérent avec la position européenne antérieure, a annulé sa participation au sommet. Gordon BROWN n'a pas voulu cautionner cette opération. Il a eu raison. Les autres pays européens ont manqué de courage.

Cet épisode attire une nouvelle fois l'attention sur la situation du pays, en particulier sur le plan économique. Il faut rappeler que le dictateur a fait le choix du marxisme et qu'il croit

encore dans la voie soviétique pour sauver le pays. Non seulement cela s'est traduit, comme partout ailleurs, par une privation totale des libertés civiles, mais l'économie est en pleine dérive : le socialisme marxiste est la voie la plus courte vers la misère généralisée. La preuve en est apportée ici une fois de plus, mais cela ne rendra pas les nostalgiques du communisme plus réalistes.

Dernier résultat, publié par Le Figaro : l'inflation a atteint officiellement 6 592% pour le seul mois de septembre. Le gouvernement n'a pas encore révélé les chiffres pour octobre, tant ils sont dramatiques, mais on annonce officieusement 14 840%. Comme disait le regretté Georges MARCHAIS, « il n'y a pas d'inflation dans les pays socialistes ». Les étiquettes changent deux fois pas jour, et les files d'attente sont interminables ; on attend, comme dans l'ex-URSS, sans savoir ce qu'il y a au bout de la file. Mais il n'y a pas de chômage non plus dans les pays socialistes, ajoutait le même MARCHAIS. Le Figaro annonce quand même 80% de chômeurs, du jamais vu dans le monde.

Faut-il avoir aussi la cruauté de rappeler que l'espérance de vie dans le pays est la plus faible du monde, avec 39,5 ans ? Il s'agit donc d'un véritable crime contre la population du pays. Quand on se souvient de la prospérité de l'ancienne Rhodésie, on a quand même quelques doutes sur l'efficacité de la planification socialiste. Commentaire du Figaro :

« Le Zimbabwe qui, dans un temps pas si lointain, soutenait la comparaison avec un pays européen, meurt de faim ».

La réforme agraire, qui avait expulsé et spolié les fermiers blancs, en donnant les terres aux militants du parti au pouvoir (et pas du tout aux pauvres paysans), a provoqué un désastre agricole sans précédent : les fermes sont à l'abandon et les nouveaux « propriétaires » ont commencé par vendre le matériel. Résultat : les magasins alimentaires sont vides. On ne trouve plus que quelques produits chinois et de vieilles boîtes de conserve. Il n'y a plus du tout de viande. Compte tenu de l'inflation les habitants retirent leur argent et le dépensent le jour même de leur paye, puisque demain il ne vaudra plus rien. Le Figaro rapporte la plaisanterie à la mode il y a peu :

« Avant je me plaignais car ma femme dépensait l'argent trop vite. Maintenant je me plains car elle le dépense trop lentement.».

Avec 25 millions de dollars zimbabwéens, on a au marché noir 20 dollars américains. On se croirait revenu en URSS quand les Russes disaient :

« quelle est la différence entre un dollar et un rouble ? Réponse : un dollar ».

Rien de nouveau sous le soleil. Les chemins vers la misère sont partout les mêmes et le communisme est le plus court chemin vers la misère généralisée. Avec le totalitarisme en prime. Bien entendu, le dictateur de 83 ans, au pouvoir depuis 27 ans, a une explication : les « espions impérialistes » et les « agents colonialistes ».

FIN